

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 4426

[C — 2008/29590]

2 OCTOBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'aide en milieu ouvert

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 44 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par le décret du 29 mars 2001 et l'article 47 du même décret modifié par les décrets du 29 mars 2001 et 1^{er} juillet 2005;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 08 avril 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 45.041/2/V donné le 26 août 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité de réaffirmer que les services d'aide en milieu ouvert (AMO) s'inscrivent dans le champ de l'aide spécialisée, complémentaire et supplétive telle que définie dans le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse et que cette réaffirmation passe par une définition plus précise des missions des services AMO qui comprennent une aide individuelle, sociale et éducative et un travail communautaire qui peut intégrer des actions collectives sans que celles-ci puissent devenir un objectif en elles-mêmes;

Considérant qu'en précisant ainsi les missions des services AMO, ceux-ci continuent à être des acteurs de prévention qui s'inscrivent dans une dynamique d'aide sociale et éducative privilégiant l'accompagnement du jeune et de sa famille à travers une démarche émancipatrice et citoyenne qui vise à favoriser l'épanouissement de celui-ci dans son environnement social et familial afin de prévenir toute dégradation ou rupture avec cet environnement;

Considérant que, pour que dans le respect du rôle de chacun et hors de tout lien de subordination, les services AMO puissent remplir leurs missions, ils doivent s'inscrire dans une concertation avec les acteurs concernés par l'intérêt du jeune et de sa famille;

Considérant que la spécificité des services AMO est de travailler en dehors de tout mandat, ce qui implique un travail basé sur une relation de confiance avec le jeune, dans laquelle la confidentialité est fondamentale;

Considérant que les services AMO ont pour mission d'aller régulièrement à la rencontre des jeunes dans leur milieu de vie par un travail de prise de contact et de présence adaptée à leur environnement;

Considérant la responsabilité des services AMO de relayer leurs analyses socio-éducatives notamment auprès des instances sociales, administratives et politiques, et de les interpeller si nécessaire;

Sur la proposition de la Ministre de l'aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'aide en milieu ouvert, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004 est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le service d'aide en milieu ouvert, ci-après dénommé « le service », a pour mission l'aide préventive, tant sociale qu'éducative, au bénéfice des enfants et des jeunes visés à l'article 2 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, ci-après dénommés « jeune » ou « jeunes », dans leur milieu de vie et dans leurs rapports avec l'environnement social et familial. L'aide spécialisée comprend l'aide individuelle et l'action communautaire.

§ 2. Le service intervient de manière non contraignante et hors de tout mandat.

§ 3. Complémentaire à sa mission principale définie au paragraphe 1^{er} et sans porter préjudice à celle-ci, le service peut développer une action spécifique extraordinaire qui contribue à l'exercice de ses missions moyennant l'accord de du Ministre ayant l'Aide à la jeunesse dans ses attributions. »

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'aide individuelle comprend prioritairement :

1° un travail d'écoute;

2° une orientation;

3° un accompagnement;

4° un travail de conciliation visant la restauration du lien avec la famille et son environnement;

5° un soutien à la famille et aux familiers du jeune dans l'exercice de leurs compétences parentales et éducatives;

6° une intervention socio éducative.

§ 2. Elle exclut toute prise en charge de type psychothérapeutique.

§ 3. Elle est gratuite.

§ 4. Le bénéficiaire peut, à tout moment, mettre fin à l'aide. Néanmoins, le service s'assure, dans la mesure du possible, que les mesures sont prises pour que le jeune ne se mette pas en danger. »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Après avoir examiné et traité la demande d'aide individuelle, le service oriente prioritairement le jeune, et s'il échet sa famille ou l'organisme, vers les services de l'aide générale ou spécialisée afin que le jeune ne se mette pas en danger ou en difficulté.

Par organisme, visé à l'alinéa 1^{er}, il faut entendre tout service agréé ou non qui apporte habituellement ou occasionnellement son concours à l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Il lui apporte, le cas échéant, le soutien nécessaire afin de lui permettre d'exercer ses droits et d'utiliser tout moyen d'interpellation. »

Art. 4. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'aide individuelle peut :

1° être sollicitée par le jeune, sa famille, ses familiers ou une personne proche du jeune;

2° être proposée par le service au jeune, sa famille ou ses familiers;

3° résulter d'une orientation par le conseiller de l'aide à la jeunesse, le directeur de l'aide à la jeunesse, le juge de la jeunesse, ci-après dénommées « instances de décisions », par le procureur du Roi ou par tout autre organisme. »

§ 2. Dans le respect du code de déontologie et en particulier du secret professionnel, l'aide apportée au jeune comprend le travail en réseau pour autant que le service s'assure de l'adhésion du jeune. »

Art. 5. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Dans les situations visées à l'article 5, § 1^{er}, 3°, et dans le respect du code de déontologie et en particulier du secret professionnel, le service informe l'instance de décision, le procureur du Roi ou l'organisme qui a orienté, par simple notification, si une action d'aide est entreprise, poursuivie ou clôturée et il peut, dans ces mêmes conditions, transmettre à cette instance de décision, au procureur du Roi ou à l'organisme qui a orienté le jeune, une information, y compris écrite, sur les modalités de l'aide apportée au jeune par le service. »

Art. 6. Un article 6/1, rédigé comme suit, est inséré après l'article 6 du même arrêté :

« Préalablement à toute aide individuelle, le service informe le bénéficiaire du cadre d'intervention spécifique tel que défini aux articles 3 à 6. »

Art. 7. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« L'action communautaire vise, en améliorant l'environnement social des jeunes, à apporter une réponse globale à des problèmes individuels et collectifs et à développer une dynamique de réseau. »

Art. 8. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« L'action communautaire repose nécessairement sur un diagnostic social de la zone d'action du service réalisé sur base d'une grille définie par le Ministre ayant l'Aide à la jeunesse dans ses attributions. Ce diagnostic est actualisé au minimum une fois tous les trois ans. Il se fonde sur :

1° un travail d'analyse des demandes individuelles et collectives;

2° un travail d'analyse du milieu de vie des jeunes.

De plus, le diagnostic social se fonde sur une réflexion concertée avec le Conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse en matière de prévention générale et tiendra compte des avis exprimés par le Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse en matière de politiques de la jeunesse.

L'action communautaire repose également sur un travail de concertation, notamment avec les services concernés par la jeunesse et en particulier le secteur de l'enseignement qui peut déboucher sur un partenariat ou une collaboration dans le respect des rôles respectifs des différents acteurs et du code de déontologie. »

Art. 9. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sur base des éléments visés à l'article 8 et dans la mesure des besoins, le service :

1° développe des actions collectives avec les jeunes en interaction avec leur milieu de vie;

2° développe des actions collectives d'information au bénéfice des jeunes et de leur famille visant notamment le soutien à la parentalité;

3° relaie l'expression des jeunes, leurs besoins et leurs difficultés auprès des instances sociales, administratives et politiques et les interpelle si nécessaire.

§ 2. Les actions collectives avec les jeunes ont un caractère transitoire pour ceux-ci. Elles doivent, si nécessaire, les aider à rejoindre les structures existantes.

§ 3. Les actions collectives doivent avoir comme objectif l'aide aux jeunes qui y participent, notamment en permettant non seulement d'établir un lien avec ces jeunes et leur environnement, mais aussi l'émergence d'une demande et l'identification des besoins.

4. Elles doivent avoir un caractère complémentaire par rapport aux activités existantes accessibles aux jeunes concernés.

§ 5 Dans le respect des §§ 3 et 4, le service peut, le cas échéant, participer à la création de structures nouvelles de manière transitoire et moyennant information de l'administration. »

Art. 10. Le chapitre V du même arrêté intitulé « L'action collective », comprenant les articles 10 à 13, est abrogé.

Art. 11. L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le projet pédagogique s'élabore conformément à la grille normalisée définie par le Ministre et aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

§ 2. Le projet pédagogique doit définir les modalités de l'aide spécialisée à partir, notamment, du diagnostic social prévu à l'article 8.

§ 3. Il doit contenir les éléments permettant à l'administration et à la Commission d'agrément prévue à l'article 46 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse d'apprécier la conformité de l'aide sociale et éducative proposée par le service par rapport à la réglementation. »

Art. 12. L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le service doit être accessible notamment en dehors des heures de fréquentation scolaire.

§ 2. Pour rencontrer les jeunes dans leur milieu de vie, le service peut utiliser tout lieu et toute modalité d'intervention dans les limites de la zone géographique et des modalités définies dans le projet pédagogique.

§ 3. Le service doit tenir un dossier relatif aux modalités et objectifs de l'aide individuelle apportée. Si l'aide telle que définie à l'article 3, § 1^{er}, est entreprise, un dossier est ouvert par jeune. Celui-ci peut demander que l'anonymat soit garanti. Le dossier est tenu à la disposition de l'administration.

§ 4. Chaque action visée à l'article 9 doit faire l'objet d'un dossier qui établit qu'elle est conforme aux articles 7 et 8. Ces actions sont reprises dans le rapport annuel. »

Art. 13. A l'article 20, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « après avis favorable de la commission d'agrément » sont remplacés par les mots « après avis de l'administration »;

2° les mots « volet « action communautaire » ou du volet « action collective du projet pédagogique » » sont remplacés par les mots « chapitre IV ».

Art. 14. La Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 octobre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 4426

[C - 2008/29590]

2 OKTOBER 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 44 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001 en artikel 47 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 29 maart 2001 en 1 juli 2005;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 8 april 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 juli 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 juli 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 45.041/2/V, gegeven op 26 augustus 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het noodzakelijk is om opnieuw te bevestigen dat de diensten voor hulpverlening in open milieu (AMO) in het kader passen van de gespecialiseerde, bijkomende en aanvullende hulpverlening, zoals bepaald in het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd en dat deze nieuwe bevestiging een nauwkeurigere definitie betekent van de opdrachten van de diensten AMO die een individuele, sociale en educatieve hulpverlening omvat, alsook een gemeenschappelijk werk dat collectieve acties kan integreren zonder dat deze een doelstelling op zichzelf kunnen worden;

Overwegende dat, door de opdrachten van de diensten AMO aldus te bepalen, deze preventieacteurs verder blijven die in het kader passen van een dynamiek van sociale en educatieve hulpverlening waarbij vooral de begeleiding van de jongere of zijn familie aangemoedigd wordt door een emanciperende en burgerhouding die ten doel heeft zijn ontplooiing te bevorderen in zijn sociale en familiale omgeving om elke verslechtering of verbreking met deze omgeving te voorkomen;

Overwegende dat, opdat de diensten AMO, met inachtneming van de rol van iedereen en buiten elke band van ondergeschiktheid, hun opdrachten zouden kunnen vervullen, moeten deze passen in het kader van een overleg met de acteurs betrokken bij het belang van de jongere en zijn familie;

Overwegende dat de specificiteit van de diensten AMO erin bestaat te werken buiten elk mandaat, wat een vertrouwensrelatie met de jongere, waarin de vertrouwelijkheid belangrijk is, veronderstelt;

Overwegende dat de diensten AMO als opdracht hebben de jongeren regelmatig te ontmoeten in hun leefmilieu door een contactopname en een aanwezigheid aangepast aan hun omgeving;

Gelet op de verantwoordelijkheid van de diensten AMO om hun sociaal-educatieve analyses door te zenden, inzonderheid bij de sociale, administratieve en politieke instanties en deze te interpellieren indien nodig;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004, wordt vervangen als volgt :

« § 1. De dienst voor hulpverlening in open milieu, hierna « de dienst » genoemd, heeft als opdracht zowel de sociale als de educatieve preventieve hulpverlening, ten voordele van de kinderen en de jongeren bedoeld in artikel 2 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, hierna « jongere » of « jongeren » genoemd, in hun leefmilieu en in hun betrekkingen met de sociale en familiale omgeving. De gespecialiseerde hulpverlening omvat de individuele hulpverlening en de gemeenschappelijke actie.

§ 2. De dienst treedt op een niet-dwingende wijze op en buiten elk mandaat.

§ 3. In aanvulling van zijn hoofdplicht bedoeld in § 1 en zonder eraan afbreuk te doen, kan de dienst een buitengewone specifieke actie ontwikkelen die bijdraagt tot de uitoefening van zijn opdrachten mits toestemming van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd. »

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. De individuele hulpverlening omvat prioritair :

1° een luisterwerk;

2° een oriëntatie;

3° een begeleiding;

4° een verzoeningswerk met het oog op het herstel van de band met de familie en zijn omgeving;

5° een ondersteuning aan de familie en de leefgenoten van de jongere in de uitoefening van hun ouderlijke en educatieve bevoegdheden;

6° een sociaal-educatief optreden.

§ 2. Ze sluit elke begeleiding van psychotherapeutische aard uit.

§ 3. Ze is kosteloos.

§ 4. De begunstigde kan op elk moment een einde brengen aan de hulpverlening. De dienst zorgt er nochtans voor, voor zover mogelijk, dat maatregelen genomen worden zodat de jongere zich niet in het gevaar brengt. »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Na de aanvraag om individuele hulpverlening te hebben onderzocht en behandeld, stuurt de dienst de jongere prioritair en, in voorkomend geval, zijn familie of de instantie, naar de diensten voor algemene of gespecialiseerde hulpverlening zodat de jongere zich niet in het gevaar brengt of niet in moeilijkheden verkeert.

Onder instantie bedoeld in het eerste lid, wordt verstaan elke al dan niet erkende dienst die gewoonlijk of af en toe aan de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd meewerkt.

Hij brengt hem, in voorkomend geval, de nodige steun zodat hij zijn rechten kan uitoefenen en elk interpellatiemiddel kan gebruiken. »

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. De individuele hulpverlening kan :

1° gevraagd worden door de jongere, zijn familie, zijn leefgenoten of een naaste persoon van de jongere;

2° aangeboden worden door de dienst aan de jongere, zijn familie of zijn leefgenoten;

3° het gevolg zijn van een oriëntatie door de adviseur van de hulpverlening aan de jeugd, de directeur van de hulpverlening aan de jeugd, de jeugdrechter, hierna « de beslissingsinstanties » genoemd, door de procureur des Konings of door elke andere instantie. »

§ 2. Met inachtneming van de plichtenleer en, in het bijzonder, het beroepsgeheim, omvat de hulp verleend aan de jongere het werk in netwerk voor zover de dienst zich van de instemming en medewerking van de jongere vergewist. »

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« In de toestanden bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, en met inachtneming van de plichtenleer en, in het bijzonder, het beroepsgeheim, informeert de dienst de beslissingsinstantie, de procureur des Konings of de instantie die de jongere gestuurd heeft, bij gewone mededeling, of een hulpactie ondernomen, vervolgd of afgehandeld wordt en kan, onder dezelfde voorwaarden, deze beslissingsinstantie, de procureur des Konings of de instantie die de jongere gestuurd heeft, informatie geven, met inbegrip van een schriftelijke informatie, over de nadere regels voor de hulp verleend aan de jongere door de dienst. »

Art. 6. Na artikel 6 van hetzelfde besluit wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Voorafgaandelijk aan elke individuele hulpverlening, brengt de dienst de begunstigde op de hoogte van het kader van het specifieke optreden, zoals bedoeld in de artikelen 3 tot 6. »

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De gemeenschappelijke actie heeft tot doel de sociale omgeving van de jongeren te verbeteren, een globaal antwoord te bieden op individuele en collectieve problemen en een dynamiek van netwerk te ontwikkelen. »

Art. 8. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De gemeenschappelijke actie steunt noodzakelijkerwijze op een sociale diagnose van de actiezone van de dienst verleend op basis van een rooster bepaald door de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd. Deze diagnose wordt ten minste om de drie jaren bijgewerkt. Ze baseert zich op :

1° de analyse van de aanvragen om individuele en collectieve hulpverlening;

2° de analyse van het leefmilieu van jongeren.

Bovendien baseert de sociale diagnose zich op een gezamenlijke bedenking met de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd inzake algemene preventie en zal rekening houden met de adviezen uitgebracht door de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd inzake jeugdbeleid.

De gemeenschappelijke actie steunt ook op het overlegwerk, inzonderheid met de diensten betrokken bij de jeugd en, in het bijzonder, de sector van het onderwijs die aanleiding kan geven tot een partnerschap of een samenwerking met inachtneming van de respectievelijke rollen van de verschillende acteurs en van de plichtenleer. »

Art. 9. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. Op basis van de elementen bedoeld in artikel 8 en naargelang de behoeften,

1° ontwikkelt de dienst collectieve acties met de jongeren in interactie met hun leefmilieu;

2° ontwikkelt de dienst collectieve acties van informatie voor de jongeren en hun familie met het oog op de ondersteuning van ouderschap;

3° geeft de dienst de uitdrukking van de jongeren door, alsook hun behoeften en hun moeilijkheden bij de sociale, administratieve en politieke instanties en interpelleert ze indien nodig.

§ 2. De collectieve acties met de jongeren hebben een tijdelijk karakter voor hen. Ze moeten, indien nodig, hen helpen om bij de bestaande structuren te komen.

§ 3. De collectieve acties moeten tot doel hebben de jongeren die eraan deelnemen hulp te verlenen, waarbij inzonderheid niet alleen een band kan worden gelegd tussen de jongeren en hun omgeving maar ook vragen tot uiting kunnen komen en behoeften kunnen worden vastgesteld.

§ 4. Ze moeten ook een aanvullend karakter hebben ten opzichte van de bestaande activiteiten die toegankelijk zijn voor de betrokken jongeren.

§ 5. Met inachtneming van de §§ 3 en 4, kan de dienst, in voorkomend geval, deelnemen aan de oprichting van nieuwe structuren op een tijdelijke wijze en mits informatie van de administratie. »

Art. 10. Hoofdstuk V van hetzelfde besluit « het collectief optreden », met inbegrip van de artikelen 10 tot 13, wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het pedagogische project wordt uitgewerkt overeenkomstig de genormaliseerde rooster bepaald door de Minister en de bepalingen van artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

§ 2. Het pedagogische project moet de nadere regels bepalen voor de gespecialiseerde hulpverlening, inzonderheid, op grond van de sociale diagnose bedoeld in artikel 8.

§ 3. Het moet elementen bevatten waarbij de administratie en de Erkeningscommissie bedoeld in artikel 46 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, de overeenstemming kunnen beoordelen van de sociale en educatieve hulpverlening aangeboden door de dienst ten opzichte van de regelgeving. »

Art. 12. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. De dienst moet toegankelijk zijn inzonderheid buiten de schooluren.

§ 2. Om de jongeren in hun leefmilieu te ontmoeten kan de dienst elke plaats en elke nadere regel voor het optreden gebruiken binnen de perken van de geografische zone en de nadere regels bepaald in het pedagogische project.

§ 3. De dienst moet een dossier bijhouden over de nadere regels en de doelstellingen van de verleende individuele hulp. Indien deze hulpverlening, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, wordt aangevangen, wordt er een dossier per jongere aangelegd waarvan de anonimiteit wordt gewaarborgd. Het dossier wordt ter beschikking van de administratie gesteld.

§ 4. Elke actie bedoeld in artikel 9 moet het voorwerp uitmaken van een dossier dat bepaalt dat ze in overeenstemming is met de artikelen 7 en 8. Deze acties worden opgenomen in het jaarverslag.

Art. 13. In artikel 20, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Na gunstig advies van de erkenningscommissie » worden vervangen door de woorden « na advies van de administratie »;

2° de woorden « gedeelte communautair optreden » of van het gedeelte « collectief optreden van het opvoedingsproject » worden vervangen door de woorden « hoofdstuk IV ».

Art. 14. De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 oktober 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4427

[2008/204407]

27 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 4, § 1^{er}, et l'article 5, § 2, 10^o, du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge modifié par le décret du 6 février 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, modifié par le décret du 6 février 2003, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 mai 1999, du 13 janvier 2000, du 18 juillet 2000, du 11 janvier 2001, du 22 mars 2001, du 7 mars 2002, du 4 juillet 2002, du 22 mai 2003, du 15 janvier 2004, du 28 juillet 2004, du 22 décembre 2005, du 7 juillet 2006, du 10 avril 2008 et du 22 mai 2008;

Vu l'avis du Conseil wallon du troisième âge, donné le 18 septembre 2008;

Vu l'avis n° 45.326/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 novembre 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel que remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur proposition du Ministre de la Santé, des Affaires sociales et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée par l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.